

“Une volonté politique de nuire à la Wallonie”

■ **M. Lacroix, ministre wallon du Budget, réagit durement aux décisions fédérales.**

Entretien **Antoine Clevers**

Sixième réforme de l'Etat oblige, toute mesure fédérale visant à réduire l'impôt des personnes physiques (IPP) a dorénavant un impact négatif pour les finances régionales. Autant dire que Christophe Lacroix (PS), le ministre wallon du Budget, regarde d'un mauvais œil l'action du gouvernement Michel.

M. Lacroix, avez-vous eu un contact avec votre homologue du fédéral, Sophie Wilmès (MR), comme promis par le Premier ministre ? Il y a eu un contact entre nos chefs de cabinet pour nous inviter à une réunion jeudi prochain. Mais ce sera une simple réunion d'explication, les jeux sont faits...

Avez-vous déjà reçu des détails sur les mesures qui impacteront les régions ? Aucun. Depuis que le principe du tax shift a été évoqué, nous n'avons jamais reçu la moindre précision, malgré nos demandes répétées. Il n'y a même pas eu la moindre volonté d'avoir une concertation avec nous. Le Conseil wallon de la fiscalité avait pourtant estimé en juillet que les mesures fédérales pourraient coûter 300 millions d'euros (*Ndlr, sur la durée de la législature*) à la Wallonie...

On ne devrait pas en être loin puisque les nouvelles mesures concernent à 100 % l'IPP. Mais le but est d'améliorer pouvoir d'achat.

Je suis favorable à tout ce qui peut permettre d'augmenter le pouvoir d'achat. Mais il y avait moyen de faire une réforme fiscale et de renforcer le pouvoir d'achat des gens sans obérer les finances régionales. Le Conseil de la fiscalité a fait des propositions à cet égard – le bonus à l'emploi et le bonus social, par exemple. Il y avait moyen de trouver des solutions, d'avoir un win-win à la fois pour les citoyens et la Région wallonne. Mais je pense qu'il y a une volonté politique de nuire à la Wallonie.

Selon vous, le fédéral tente de mettre la Wallonie en difficulté ?

En tout cas, chaque fois qu'on veut se concerter, qu'on vient avec des propositions, on nous ferme la porte. A double tour! Je commence effectivement à me poser des questions sur notre fédéralisme de loyauté. Bien sûr, on a des majorités différentes. On ne demande pas de décider à la place du fédéral. Mais il faut se soucier également des intérêts des entités fédérées.

Qu'allez-vous faire maintenant en tant que ministre du Budget ?

On va analyser l'impact précis des décisions sur le budget wallon. Et on va regarder comment nous devons réagir dans le cadre de notre trajectoire pluriannuelle.

der comment nous devons réagir dans le cadre de notre trajectoire pluriannuelle.

Vous voulez dire que vous pourriez retarder le retour à l'équilibre, prévu pour 2018 ?

C'est trop tôt pour le dire, mais il est clair que les décisions du fédéral ne doivent pas impacter le bien-être des Wallons. Il n'est pas envisageable de faire supporter une cure d'austérité aux Wallons parce que le fédéral nous prive de plusieurs centaines de millions d'euros de recettes.

Le gouvernement wallon pourrait-il augmenter les impôts ?

Il n'a jamais été question d'augmenter les impôts en Wallonie.

Notre déclaration de politique régionale est très claire. Je ne vois pas, à ce stade, ce qui empêcherait de nous y tenir.

Le ministre-président flamand, Geert Bourgeois (N-VA), a déjà annoncé que la Flandre acceptait de prendre sa part du surcoût lié au tax shift fédéral.

Il faut reconnaître que la Flandre a une meilleure santé financière que la nôtre. Mais je perçois surtout un retournement de veste de Geert Bourgeois. Lui, qui est un séparatiste, est presque devenu belge... Il accepte des pertes de recettes au niveau de l'entité flamande en raison de décisions prises par le fédéral. On dirait qu'une révolution copernicienne est en train de s'opérer à la N-VA...

“On va regarder comment nous devons réagir dans le cadre de notre trajectoire pluriannuelle.”